

9

CCT du 24.06.1998 concernant l'allocation aux ouvriers pensionnés, conclue entre:

- la Centrale Chrétienne des travailleurs du bois et du bâtiment
représentée par M. S. **Vanthourenhout**,
responsable national
- la Centrale générale de la FGTB
représentée par M. F. De **Wolf**
secrétaire national
- la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique
représentée par M. L. De Groote,
responsable national

et

- Febelbois asbl
représentée par M. H. Fonderie,
directeur général
- Nacebo asbl
représentée par M. F. Duhamel
administrateur-délégué

article 1er

En exécution du protocole d'accord, art. 3.3, conclu le 14 mai 1997, les parties signataires remplacent le chapitre VIII de la CCT du 15 novembre 1995 concernant la fixation du montant et des modalités d'octroi et de liquidation des avantages sociaux complémentaires par le texte repris à l'article 3.

article 2

Cette convention entre en vigueur le 1er juillet 1997 et elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste qui comporte la raison de la dénonciation et qui est adressée au président de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

article 3

Chapitre VIII - Allocation aux ouvriers pensionnés

Art . 36

Une allocation est octroyée aux ouvriers pensionnés qui, au cours de leur carrière professionnelle, ont été occupés dans une entreprise ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Art. 37

§ 1 : 1° Pour ouvrir le droit à cette allocation, les ouvriers doivent satisfaire simultanément aux conditions suivantes:

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR. | NR.
19-12-2001 | 14-05-2002 | N°

62488

1001226

- leur dernier employeur relève de la compétence de la CP 126.
- être âgé d'au moins 60 ans.
- bénéficier de la pension de retraite conformément aux dispositions légales relatives à la pension de retraite et de survie des travailleurs.
- prouver au moins 10 années complètes d'occupation dans le statut d'ouvrier dans une entreprise du secteur de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois au cours de la période de 30 ans précédant l'âge de la pension de retraite.

Par occupation on entend les journées effectivement prestées et les journées assimilées.

2° Par dérogation à ce qui précède, les employés peuvent aussi ouvrir le droit à l'allocation à condition:

1. qu'ils remplissent toutes les conditions posées sous § 1,1°

2. qu'au cours de la période de 10 ans précédant leur mise à la retraite ils détiennent le statut d'employé chez l'employeur chez qui ils avaient précédemment le statut d'ouvrier.

§ 2 : Lorsque le droit est ouvert, la carrière à prendre en considération pour la fixation du montant annuel est déterminée.

Cette carrière est déterminée en additionnant tous les jours prestes et assimilés dans le statut d'ouvrier.

§ 3 : Pour l'application des § 1 et § 2 sont pris en considération comme jours "assimilés", les jours de suspension du contrat de travail tels que mentionnés aux art. 16, 17, 18 et 19 de l'ARdu 30 mars 1967 déterminant les modalités d'exécution des lois sur les vacances annuelles des travailleurs salariés. Les périodes en dehors du contrat de travail ne sont pas assimilées.

Par "année complète" on entend au moins 220 jours effectivement prestes ou assimilés dans la semaine de 5 jours.

Art. 38 - L'allocation

§ 1 : Le montant de l'allocation est fixé à l'aide de la carrière professionnelle prouvée comme ouvrier dans le secteur

<i>Carrière professionnelle prouvée comme ouvrier</i>	<i>Montant de l'allocation</i>
moins de 10 ans	-
10 ans ou plus, mais moins de 15 ans	10.000 BEF
15 ans ou plus, mais moins de 20 ans	15.000 BEF
20 ans	20.000 BEF
21 ans	21.000 BEF
22 ans	22.000 BEF
23 ans	23.000 BEF
24 ans	24.000 BEF
25 ans et plus	25.000 BEF

§ 2 : Pour la notion "année complète", il est fait référence à ce qui est stipulé à l'art. 37 § 3.

§ 3 : L'allocation est liquidée pour la première fois à la fin du mois de juin de l'année suivant l'année au cours de laquelle la pension de retraite a débuté.

La première liquidation est proratisée à raison de 1/12 par mois de pension de l'année précédente.

- 4
- § 4 : L'allocation telle que prévue à l'art. 38 § 1 est liquidée les années suivantes à la fin du mois de juin et ce jusqu'à ce que 15 allocations complètes aient été liquidées.
- § 5 : L'allocation n'est due qu'aux ouvriers qui sont en vie le 30 juin de chaque année où l'allocation est liquidée.

Art. 39 - Demande

- § 1 : Les ayants droit introduisent la demande l'octroi de l'allocation visée à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet.

Les ayants droit qui sont membres d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7 introduisent leur demande à l'intervention de leur organisation de **travailleurs**.

Les autres ayants droit introduisent leur demande directement auprès du Fonds.

- § 2 : Renouvellement

Les ayant droit qui ont obtenu une première fois l'allocation ne doivent plus introduire de nouvelle demande les années suivantes. Dans le courant du premier trimestre ils reçoivent du Fonds de sécurité d'existence un formulaire "renouvellement" qu'ils renvoient à leur organisation de travailleurs ou directement au FSE.

Une attestation "vie" doit être jointe.

Le Comité paritaire de gestion peut toutefois décider de passer à un système automatisé de renouvellement.

Art. 40 - Liquidation

- § 1 : Pour les ayants droit qui ont introduit leur demande à l'intervention d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la liquidation s'effectue à l'intervention de leur organisation de travailleurs, pour les autres, la liquidation s'effectue directement par le Fonds.

- § 2 : Les héritiers qui peuvent prétendre à la liquidation de l'allocation comprise dans le patrimoine de l'ouvrier décédé doivent joindre, à titre de preuve, les attestations suivantes au formulaire "demande de renouvellement":

- un extrait de l'**acte** de décès
- la preuve de leur qualité d'héritier ou de mandataire des héritiers.

Art. 41 - Cumul

- § 1 : Les ayants droit qui reçoivent déjà une même allocation liquidée par un autre Fonds de sécurité d'existence que celui de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois reçoivent au maximum l'allocation visée à l'article 38, diminuée de l'allocation qu'ils ont ainsi déjà touchée.

- § 2 : Depuis le 1er janvier 1990 il y a un accord entre le **F.S.E.** de la construction et le **F.S.E.** de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois pour les ouvriers qui ont été occupés tour à tour par des employeurs relevant de la CP de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois ou de la CP de la construction.

Art. 42 - Date d'application

4

§ 1 : L'allocation telle que décrite dans ce chapitre est octroyée aux ayants droit dont la pension de retraite légale a débuté à partir du 1er juillet 1997.

§ 2 : Aux pensionnés qui bénéficient de l'allocation en application de la **Cct** du 15.11.95 et aux ouvriers qui ont pris leur pension de retraite avant le 1.09.1997, le régime de transition ci-après est d'application:

- les pensionnés dont le droit à l'allocation a été ouvert avant 1985 reçoivent exceptionnellement en 1998 une dernière fois le montant auquel il pouvaient prétendre en application de la CCT du 15.11.1995.
- les pensionnés dont le droit à l'allocation a été ouvert au cours de la période allant du 1.01.1985 au 30.06.1997 reçoivent annuellement le montant auquel ils pouvaient prétendre en application de la **Cct** du 15.11.1995, ce jusqu'à ce qu'ils aient perçu ainsi 15 fois l'allocation annuelle.

Ensuite, leur droit individuel à l'allocation échoit

Pour le reste toutes les dispositions de la **Cct** du 15.11.1995 restent entièrement d'application à ces pensionnés.

Fait à Bruxelles, le 24 juin 1998.

Les

- Fébelbois
H. Fonderie,

CAO van 24.06.1998 met betrekking tot de vergoeding aan gepensioneerden gesloten tussen:

- De Christelijke Centrale Hout en Bouw
vertegenwoordigd door de heer S. Vanthourenhout,
nationaal verantwoordelijke
- de Algemene Centrale van het ABVV
vertegenwoordigd door de heer F. De Wolf
nationaal secretaris
- de Algemene Centrale der Libérale Vakbonden van België
vertegenwoordigd door de heer L. De Groote,
nationaal verantwoordelijke

en

- Febelhout vzw
vertegenwoordigd door de heer H. Fonderie,
directeur-generaal
- Nacebo vzw
vertegenwoordigd door de heer F. Duhamel
gedelegeerd bestuurder

artikel 1:

In uitvoering van het protocol van **akkoord**, art. 3.3. gesloten op 14 mei 1997 vervangen de ondertekenende partijen het hoofdstuk VIII van de CAO van 15 november 1995 mbt de vaststelling van het bedrag en de wijze van **toekenning** en **uitkering** van de **aanvullende sociale voordelen**, door de tekst, opgenomen onder **artikel 3**

artikel 2:

Deze overeenkomst treedt in werking op 1 juli 1997 en is voor onbepaalde duur gesloten. Zij kan door één der partijen worden opgezegd mits een opzegging van 6 maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief die de reden van de opzegging bevat, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de Stofferingen de Houtbewerking.

artikel 3:

Hoofdstuk VIII - Vergoeding aan gepensioneerden

Art. 36

Een vergoeding wordt toegekend aan de gepensioneerde werklieden die tijdens hun beroepsloopbaan tewerkgesteld zijn geweest in een onderneming welke ressorteert onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de Stoffering en de Houtbewerking.

Art. 37

§ 1 : 1° Om het recht te openen op deze vergoeding dienen de werklieden gelijktijdig aan volgende voorwaarden te voldoen:

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR. |
19-12-2001 | 14-05-2002 | NR.
N°

69488

1001226

- hun laatste werkgever ressorteert onder de bevoegdheid van het PC 126.
- ten minste de leeftijd van 60 jaar hebben bereikt.
- een rustpensioen genieten overeenkomstig de wettelijke bepalingen betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.
- ten minste 10 volledige jaren tewerkstelling in het arbeidersstatuut bewijzen in een onderneming uit de sector stoffering en houtbewerking, tijdens de période van 30 jaar voorafgaand aan de rustpensioenleeftijd.

Met tewerkstelling wordt bedoeld de effectiefgepresteerde dagen en daaraan gelijkgestelde dagen.

2° Bij afwijking van wat voorafgaat, kunnen ook bedienden het recht op de vergoeding openen op voorwaarde dat:

1. zij alle onder § 1, 1° gestelde voorwaarden vervullen
2. zij tijdens de période van 10 jaar die voorafgaat aan hun pensionering het statuut van bediende verwerven bij de werkgever waar zij voordien het arbeidersstatuut hadden.

§ 2 : Wanneer het recht is geopend, wordt de loopbaan bepaald die in aanmerking komt voor het vaststellen van het jaarbedrag.

Deze loopbaan wordt bepaald door samenvoeging van alle gepresteerde en gelijkgestelde dagen in het arbeidersstatuut.

§ 3 : Voor de toepassing van § 1 en § 2 komen als "gelijkgestelde" dagen in aanmerking, de dagen van schorsing van de arbeidsovereenkomst, zoals vermeld in art. 16, 17, 18 en 19 van het Kb van 30 maart 1967 tot bepaling van de uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders. Périodes buiten de arbeidsovereenkomst worden niet gelijkgesteld.

Onder "volledig jaar" wordt verstaan, minimum 220 effectief gepresteerde of gelijkgestelde dagen in de 5 dagenweek

Art. 38 - De vergoeding

§ 1 : Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld aan de hand van de bewezen loopbaan als arbeider in de sector.

Bewezen loopbaan als arbeider	Bedrag van de vergoeding
minder dan 10 jaar	-
10 jaar of meer, doch minder dan 15 jaar	10.000 BEF
15 jaar of meer, doch minder dan 20 jaar	15.000 BEF
20 jaar :	20.000 BEF
21 jaar :	21.000 BEF
22 jaar :	22.000 BEF
23 jaar :	23.000 BEF
24 jaar :	24.000 BEF
25 jaar en meer	25.000 BEF

§ 2 : Voor het begrip "volledig jaar" wordt verwezen naar hetgeen is bepaald in art. 37 § 3.

§ 3 : De vergoeding wordt voor de eerste maal uitbetaald op het einde van de maand juni van het jaar volgend op het jaar waarin het wettelijk rustpensioen een aanvang nam.

; De eerste uitbetaling wordt geproratiseerd naar verhouding van 1/12° per maand pensionering van het voorgaande jaar.

§ 4 : De vergoeding zoals voorzien in art. 38 § 1 wordt de daaropvolgende jaren uitgekeerd op het einde van de maand juni en dit totdat 15 volledige vergoedingen werden betaald.

§ 5 : De vergoeding is slechts verschuldigd aan de werklieden die op 30 juni van ieder jaar waarin de vergoeding wordt uitbetaald, nog in leven zijn .

Art. 39 - Aanvraag

§ 1 : De rechthebbenden dienen de aanvraag tot toekenning van bedoelde vergoeding in op een daartoe bestemd formulier.

De rechthebbenden die lid zijn van één der in art. 7 bedoelde werknemersorganisaties, dienen hun aanvraag in via deze werknemersorganisatie.

De andere rechthebbenden dienen hun aanvraag rechtstreeks in bij het F.B.Z.

§ 2 : Hernieuwing

De rechthebbenden die de vergoeding reeds een eerste maal ontvingen, moeten de daaropvolgende jaren geen nieuwe aanvraag indienen. In de loop van het eerste kwartaal ontvangen zij van het F.B.Z. een formulier "hernieuwing" hetwelk ingevuld teruggestuurd wordt aan hun werknemersorganisatie of rechtstreeks aan het F.B.Z.

Een attest "leven" dient te worden bijgevoegd.

Het Paritair Beheerscomité kan echter beslissen over te stappen naar een geautomatiseerd systeem van hernieuwing.

Art. 40 - Uitbetaling

§ 1 : Voor de rechthebbenden die hun aanvraag hebben ingediend via één van de in art. 7 bedoelde werknemersorganisaties, geschiedt de betaling door toedoen van hun werknemersorganisaties, voor de anderen gebeurt de betaling rechtstreeks door het F.B.Z.

§ 2 : Erfgenamen die aanspraak maken op de uitbetaling van de in het vermogen van de overledene begrepen vergoeding, dienen bij het formulier "aanvraag" of "hernieuwing", ter staving volgende attesten te voegen:

- een uittreksel uit de akte van overlijden.

- bewijs van hun hoedanigheid van erfgenaam of van gevolmachtigde van de erfgenamen.

Art. 41 - Cumul

§ 1 : De rechthebbenden die reeds eenzelfde vergoeding ontvangen, uitbetaald door een ander Fonds voor Bestaanszekerheid dan dat van de Stofferij en Houtbewerking, ontvangen maximum de vergoeding bedoeld in art. 38, verminderd met de vergoeding die zij reeds ontvangen.

§ 2 : Sinds 1 januari 1990 bestaat er een overeenkomst tussen het F.B.Z. Bouw en het F.B.Z. Stofferij en Houtbewerking, voor werknemers die beurtelings werden tewerkgesteld bij werkgevers ressorterend onder het PC Stofferij en Houtbewerking, hetzij onder het PC Bouw.

Art. 42 - Toepassingsdatum

§ 1 : De vergoeding, zoals omschreven in dit hoofdstuk, wordt toegekend aan de rechthebbenden van wie het wettelijk rustpensioen een **aanvang nam vanaf 1 juli 1997**.

§ 2 : Op de gepensioneerden die de vergoeding genieten in toepassing van de Cao van 15.11.95 en op de werknemers die op rustpensioen **gegaan zijn vóór 01/07/1997** is volgend overgangsregime van toepassing:

- de gepensioneerden van wie het recht op de vergoeding geopend werd vóór 1985, ontvangen in 1998 uitzonderlijk nog **eenmaal** het **bedrag** waarop zij ingevolge de toepassing van de Cao van 15/11/95 recht konden **laten** gelden.
- De gepensioneerden van wie het recht op de vergoeding geopend werd in de période vanaf 1/01/1985 t/m 30/06/97, ontvangen **jaarlijks** het bedrag waarop zij ingevolge de Cao van 15/11/95 recht konden laten gelden, **tot wanneer** zij **aldus** 15 keer de jaarlijkse vergoeding hebben ontvangen.

Daarna vervalt hun individueel recht op de vergoeding.

Voor het overige blijven **alle beschikkingen** van de Cao van 15.11.1995 volledig van toepassing op deze gepensioneerden.

Gedaan te Brussel, op 24 juni 1998.

van werkgeverszijde

- vzw
H. Fonderie,